Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 68 del 20 marzo 1985

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 20 marzo 1985

SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 21

LEGGE 5 marzo 1985, n. **88**.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sulla juta e sui prodotti di juta, adottato a Ginevra il 1° ottobre 1982.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGE 5 marzo 1985, n. **88.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sulla juta e sui prodotti di juta, adottato a Ginevra il 1° ottobre 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo internazionale sulla juta e sui prodotti di juta, adottato a Ginevra il 1° ottobre 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 40 dell'accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in annue lire venticinque milioni, si provvede per il 1984 mediante riduzione dello stanziamento iscritto al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per il medesimo anno finanziario, all'uopo utilizzando parte dell'accantonamento preordinato per «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali»; per il triennio 1985-87 mediante riduzione dell'apposito stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1985-87, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1985.

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* de Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti de Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 marzo 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Minis*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari est*

Visto, *il Guardasigilli*: MARTINAZZOLI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 913):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 3 agosto 1984.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 2 ottobre 1984, con parere delle commissioni 2ª, 5ª, 6ª, 9ª e 1(

Esaminato dalla 3ª commissione il 4 dicembre 1984.

Relazione scritta annunciata l'11 dicembre 1984 (atto n. 913/A).

Esaminato in aula e approvato il 12 dicembre 1984.

Camera dei deputati (atto n. 2395):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 gennaio 1985, con pareri delle commissioni I, V, XI e X

Esaminato dalla III commissione il 30 gennaio 1985.

Relazione scritta annunciata il 30 gennaio 1985 (atto n. 2395/A).

Esaminato in aula il 25 febbraio 1985 e approvato il 27 febbraio 1985.

ACCORD INTERNATIONAL DE 1982
SUR LE JUTE ET LES ARTICLES EN JUTE

NATIONS UNIES
1982

PREAMBULE

Les Parties au présent Accord,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Rappelant les résolutions 93 (IV) et 124 (V), relatives au Programme intégré pour les produits de base, que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adoptées à ses quatrième et cinquième sessions,

Rappelant en outre le Nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, et en particulier son paragraphe 82,

Reconnaissant l'importance du jute et des articles en jute pour l'économie de nombreux pays en développement exportateurs,

Considérant qu'une coopération internationale étroite à la solution des problèmes posés par ce produit de base favorisera le développement économique des pays exportateurs et renforcera la coopération économique entre pays exportateurs et importateurs,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER - OBJECTIFS

Article premier

Objectifs

1. Dans l'intérêt des deux catégories de membres, exportateurs et importateurs, et en vue d'atteindre les objectifs pertinents adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans ses résolutions 93 (IV) et 124 (V), relatives au Programme intégré pour les produits de base, et compte tenu de la résolution 98 (IV), les objectifs de l'Accord international de 1982 sur le jute et les articles en jute (ci-après dénommé "le présent Accord") sont :

a) D'améliorer les caractéristiques structurelles du marché du jute;

b) De renforcer la compétitivité du jute et des articles en jute;

c) De préserver et élargir les marchés existants et d'établir de nouveaux marchés du jute et des articles en jute;

d) D'accroître la production de jute et d'articles en jute en vue, notamment, d'améliorer la qualité de ces produits dans l'intérêt des membres importateurs et des membres exportateurs;

e) D'accroître le volume de la production, des exportations et des importations de jute et d'articles en jute de façon à satisfaire aux exigences de la demande mondiale et de l'approvisionnement.

2. Les objectifs énoncés au paragraphe 1 du présent article devraient être atteints en particulier par les moyens suivants .

a) Projets de recherche-développement, de promotion des ventes et de réduction des coûts;

b) Rassemblement et diffusion d'informations relatives au jute et aux articles en jute;

c) Examen des questions importantes concernant le jute et les articles en jute, comme la question de la stabilisation des prix et des approvisionnements et celle de la concurrence avec les produits synthétiques et les produits de remplacement.

CHAPITRE II - DEFINITIONS

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord :

1) Par "jute" il faut entendre le jute brut, le kénaf et les autres fibres apparentées, y compris Urena lobata, Abutilon avicennae et Cephalonema polyandrum;

2) Par "articles en jute" il faut entendre les produits fabriqués en totali ou quasi-totalité avec du jute, ou les produits dont l'élément le plus important, en poids, est le jute;

3) Par "membre" il faut entendre un gouvernement, ou une organisation inter gouvernementale visée à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent Accord à titre provisoire ou définitif;

4) Par "membre exportateur" il faut entendre un membre qui exporte plus de jute et d'articles en jute qu'il n'en importe et qui s'est déclaré lui-même membre exportateur;

5) Par "membre importateur" il faut entendre un membre qui importe plus de jute et d'articles en jute qu'il n'en exporte et qui s'est déclaré lui-même membre importateur;

6) Par "Organisation" il faut entendre l'Organisation internationale du jut instituée conformément à l'article 3;

7) Par "Conseil" il faut entendre le Conseil international du jute institué conformément à l'article 6;

8) Par "vote spécial" il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres importateurs présen et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par la majorité des membres exportateurs et par au moins quatre membres importateurs présents et votants;

9) Par "vote à la majorité simple répartie" il faut entendre un vote requérant plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément. Les suffrages requis pour les membres exportateurs doivent être exprimés par la majorité des membres exportateurs présents et votants;

10) Par "exercice" il faut entendre la période allant du ler juillet au 30 juin inclusivement;

11) Par "campagne agricole du jute" il faut entendre la période allant du ler juillet au 30 juin inclusivement;

12) Par "exportations de jute" ou "exportations d'articles en jute" il faut entendre le jute ou les articles en jute qui quittent le territoire douanier d'un membre, et par "importations de jute" ou "importations d'articles en jute" le jute ou les articles en jute qui entrent sur le territoire douanier d'un membre, étant entendu qu'aux fins des présentes définitions le territoire douanier d'un membre qui se compose de plusieurs territoires douaniers est réputé être constitué par ses territoires douaniers combinés; et

13) Par "monnaies librement utilisables" il faut entendre le deutsche mark, le dollar des Etats-Unis, le franc français, la livre sterling et le yen japonais ainsi que toute autre monnaie éventuellement désignée par une organisation monétaire internationale compétente comme étant en fait couramment utilisée pour effectuer des paiements au titre de transactions internationales et couramment échangée sur les principaux marchés des changes.

CHAPITRE III - ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 3

Création, siège et structure de l'Organisation internationale du jute

1. Il est créé une Organisation internationale du jute chargée d'assurer la mise en oeuvre des dispositions du présent Accord et d'en superviser le fonctionnement.

2. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du jute et du Comité des projets, organes permanents, ainsi que du Directeur exécutif et du personnel. Le Conseil peut, par un vote spécial et à des fins déterminées, créer des comités et groupes de travail ayant un mandat expressément défini.

3. L'Organisation a son siège à Dacca (Bangladesh).

4. Le siège de l'Organisation est situé en tout temps sur le territoire d'un membre.

Article 4

Membres de l'Organisation

1. Il est institué deux catégories de membres de l'Organisation, à savoir :

   a) Les membres exportateurs; et

   b) Les membres importateurs.

2. Un membre peut changer de catégorie aux conditions que fixe le Conseil.

Article 5

Participation d'organisations intergouvernementales

1. Toute référence faite dans le présent Accord à des "gouvernements" est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne et pour toute autre organisation intergouvernementale ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification d'application à titre provisoire, ou de l'adhésion est, dans le cas desdites organisations intergouvernementales, réputée valoir aussi pour la signatu la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification d'application à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organisations intergouvernementales.

2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdites organisations intergouvernementales disposent d'un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuables à leurs Etats membres conformément à l'article 10. En pareil cas, les Etats membres desdites organisations intergouvernementales ne sont pas autorisés à exercer leurs droits de vote individuels.

CHAPITRE IV - CONSEIL INTERNATIONAL DU JUTE

Article 6

Composition du Conseil international du jute

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du jute, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2. Chaque membre est représenté au Conseil par un seul représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil.

3. Un suppléant est habilité à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou dans des circonstances exceptionnelles.

Article 7

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord.

2. Le Conseil, par un vote spécial, adopte les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord et qui sont compatibles avec celles-ci, notamment son reglement intérieur, le reglement financier de l'Organisation et le statut du personnel. Ledit règlement financier contient des dispositions applicables notamment aux entrées et sorties de fonds du compte administratif et du compte spécial. Le Conseil peut, dans son règlement intérieur, prévoir une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions spécifiques.

3. Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère.

Article 8

Président et Vice-Président du Conseil

1. Le Conseil élit pour chaque année correspondant à la campagne agricole du jute un Président et un Vice-Président, qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation.

2. Le Président et le Vice-Président sont élus, l'un parmi les représentants des membres exportateurs, l'autre parmi ceux des membres importateurs. La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu toutefois que cette alternance n'empêche pas la réélection, dans des circonstances exceptionnelles, du Président ou du Vice-Président, ou de l'un et de l'autre, si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial.

3. En cas d'absence temporaire du Président, le Vice-Président assure la présidence à sa place. En cas d'absence temporaire simultanée du Président et du Vice-Président, ou en cas d'absence permanente de l'un ou l'autre ou des deux, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires de ces fonctions parmi les représentants des membres exportateurs et/ou parmi les représentants des membres importateurs, selon le cas, à titre temporaire ou permanent.

Article 9

Sessions du Conseil

1. En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par semestre de l'année correspondant à la campagne agricole du jute.

2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est requis :

a) Par le Directeur exécutif, agissant en accord avec le Président du Conseil; ou

b) Par une majorité des membres exportateurs ou une majorité des membres importateurs; ou

c) Par des membres détenant au moins 500 voix.

3. Les sessions du Conseil ont lieu au siège de l'Organisation à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent.

4. Le Directeur exécutif annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour au moins 30 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence où le préavis sera d'au moins sept jours.

Article 10

Répartition des voix

1. Les membres exportateurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1 000 voix.

2. Les voix des membres exportateurs sont réparties comme suit : 150 voix sont divisées à parts égales entre tous les membres exportateurs, le chiffre étant arrondi au nombre entier le plus proche pour chaque membre; le reste des voix est réparti proportionnellement au volume moyen de leurs exportations nettes de jute et d'articles en jute pour les trois précédentes campagnes agricoles du jute, sous réserve qu'aucun membre exportateur ne détienne plus de 450 voix. Les voix qui subsistent en sus du maximum sont réparties entre tous les membres exportateurs détenant moins de 250 voix chacun, proportionnellement à leur part des échanges.

3. Les voix des membres importateurs sont réparties comme suit : chaque membre importateur détient initialement un maximum de cinq voix, étant entendu que le nombre total des voix initiales ainsi détenues ne peut être supérieur à 125. Le reste des voix est réparti proportionnellement au volume annuel moyen de leurs importations nettes de jute et d'articles en jute pour la période de trois ans commençant quatre années civiles avant la répartition des voix.

4. Le Conseil répartit les voix pour chaque exercice au début de la première session de l'exercice conformément aux dispositions du présent article. Cette répartition demeure en vigueur pour le reste de l'exercice, sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent article.

5. Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en application d'une disposition du présent Accord, le Conseil procède a une nouvelle répartition des voix à l'intérieur de la catégorie ou des catégories de membres en cause conformément aux dispositions du présent article. Le Conseil fixe la date à laquelle la nouvelle répartition des voix prend effet.

6. Il ne peut y avoir de fractionnement de voix.

7. Lorsqu'on arrondit au nombre entier le plus proche, toute fraction inférieure à 0,5 est arrondie au nombre entier immédiatement inférieur et toute fraction supérieure ou égale a 0,5 est arrondie au nombre entier immédiatement supérieur.

Article 11

Procédure de vote au Conseil

1. Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de voix qu'il détient et aucun membre ne peut diviser ses voix. Un membre n'est toutefois pas tenu d'exprimer dans le même sens que ses propres voix celles qu'il est autorisé à utiliser en vertu du paragraphe 2 du présent article.

2. Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à toute séance ou session du Conseil.

3. Un membre autorisé par un autre membre à utiliser les voix que cet autre membre détient en vertu de l'article 10 utilise ces voix conformément aux instructions dudit membre.

4. En cas d'abstention, un membre est réputé ne pas avoir utilisé ses voix.

Article 12

Décisions et recommandations du Conseil

1. Le Conseil s'efforce de prendre toutes ses décisions et de faire toutes ses recommandations par consensus. Si un consensus ne peut être obtenu, toutes les décisions du Conseil sont prises et toutes les recommandations faites par un vote à la majorité simple répartie, à moins que le présent Accord ne prévoie un vote spécial.

2. Quand un membre invoque les dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

3. Toutes les décisions et recommandations du Conseil doivent être compatibles avec les dispositions du présent Accord.

Article 13

Quorum au Conseil

1. Le quorum exigé pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des voix dans chacune des deux catégories.

2. Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance ni le lendemain, le quorum est constitué le troisième jour et les jours suivants par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que ces membres détiennent la majorité du total des voix dans chacune des deux catégories.

3. Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 11 est considéré comme présent.

Article 14

Coopération avec d'autres organismes

1. L'Organisation, dans toute la mesure possible, sollicite et utilise pleinement les facilités, services et connaissances spécialisées d'organismes tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Centre du commerce international CNUCED/GATT (CCI), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Si le Conseil juge que leurs facilités, services et connaissances spécialisées sont insuffisants ou inadéquats pour le bon fonctionnement de l'Organisation, il décide, lorsque les circonstances l'exigent, de prendre les mesures nécessaires pour que l'Organisation assure l'exécution efficace du travail, si besoin est par ses propres moyens.

2. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées aux fins de consultation ou de coopération avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier la CNUCED, ainsi qu'avec la FAO et les autres institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui seraient appropriées.

3. Le Conseil, eu égard au rôle particulier de la CNUCED dans le domaine du commerce international des produits de base, la tient au courant, selon qu'il convient, de ses activités et programmes de travail.

Article 15

Admission d'observateurs

Le Conseil peut inviter tout pays non membre, ou tout organisme visé à l'article 14 et à l'article 31, que concerne le commerce international du jute et des articles en jute ou l'industrie du jute à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque des réunions du Conseil.

Article 16

Le Directeur exécutif et le personnel

1. Le Conseil, par un vote spécial, nomme le Directeur exécutif.

2. Les modalités et conditions d'engagement du Directeur exécutif sont fixées par le Conseil.

3. Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de l'administration et du fonctionnement du présent Accord en conformité des décisions du Conseil.

4. Le Directeur exécutif nomme le personnel conformément au règlement arrêté par le Conseil. Le Conseil fixe à sa première session l'effectif du personnel des cadres supérieurs et de la catégorie des administrateurs que le Directeur exécutif est autorisé à nommer pour les cinq premières années. Le recrutement de ce personnel se fait par étapes. Toute modification de l'effectif du personnel des cadres supérieurs et de la catégorie des administrateurs est décidée par le Conseil par un vote spécial. Le personnel est responsable devant le Directeur exécutif.

5. Ni le Directeur exécutif ni aucun membre du personnel ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce du jute, ni dans des activités commerciales connexes.

6. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur exécutif et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux responsables en dernier ressort devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractère exclusivement international des responsabilités du Directeur exécutif et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs responsabilités.

CHAPITRE V - PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 17

Privilèges et immunités

1. L'Organisation a la personnalité juridique. Elle a, en particulier, la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.

2. L'Organisation entreprend, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord, de conclure avec le gouvernement du pays où son siège doit être situé (ci-après dénommé "le Gouvernement hôte") un accord (ci-après dénommé

"l'Accord de siège") touchant le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des représentants des membres, qui sont normalement nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

3. En attendant la conclusion de l'Accord de siège visé au paragraphe 2 du présent article, l'Organisation demande au Gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans les limites de sa législation nationale, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.

4. L'Organisation peut aussi conclure, avec un ou plusieurs autres pays, des accords qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

5. Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays qui est membre de l'Organisation, ce membre conclut aussitôt que possible, avec l'Organisation, un accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil.

6. L'Accord de siège est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prend fin :

a) Par consentement mutuel du Gouvernement hôte et de l'Organisation;

b) Si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du Gouvernement hôte; ou

c) Si l'Organisation cesse d'exister.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 18

Comptes financiers

1. Il est institué deux comptes :

a) Le compte administratif; et

b) Le compte spécial.

2. Le Directeur exécutif est responsable de la gestion desdits comptes et le Conseil prévoit les dispositions nécessaires dans son règlement intérieur.

Article 19

Modes de paiement

1. Les contributions au compte administratif sont payables en monnaies librement utilisables et ne sont pas assujetties à des restrictions de change.

2. Les contributions au compte spécial sont payables en monnaies librement utilisables et ne sont pas assujetties à des restrictions de change.

3. Le Conseil peut aussi décider d'accepter des contributions au compte spécial sous d'autres formes, y compris sous forme de matériel ou main-d'oeuvre scientifique et technique, selon les exigences des projets approuvés.

Article 20

Vérification et publication des comptes

1. Le Conseil nomme des vérificateurs aux comptes qui sont chargés de vérifier ses livres.

2. Un état du compte administratif et du compte spécial, vérifié par des vérificateurs indépendants, est mis à la disposition des membres aussitôt que possible après la fin de chaque année correspondant a une campagne agricole du jute, mais pas plus de six mois après cette date, et le Conseil l'examine en vue de son approbation à sa session suivante, selon qu'il est approprié. Un résumé des comptes et du bilan verifiés est ensuite publié.

Article 21

Compte administratif

1. Les dépenses requises pour l'administration du présent Accord sont imputées sur le compte administratif et sont couvertes au moyen de contributions annuelles versées par les membres, conformément à leurs procédures constitutionnelles et institutionnelles respectives, et calculées conformément aux paragraphes 3, 4 et 5 du présent article.

2. Les dépenses des délégations au Conseil, au Comité des projets et aux comités et groupes de travail visés au paragraphe 2 de l'article 3 sont à la charge des membres intéressés. Lorsqu'un membre demande des services spéciaux à l'Organisatio le Conseil requiert ce membre de prendre à sa charge les dépenses correspondant à ces services.

3. Pendant le deuxième semestre de chaque exercice, le Conseil approuve le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice suivant et calcule la contribution de chaque membre à ce budget.

4. Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre au budget administratif est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif de cet exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total des voix de l'ensemble des membres. Pour la fixation des contributions, les voix de chaque membre se calculent sans prendre en considération la suspension des droits de vote d'un membre ni la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

5. Le Conseil calcule la contribution initiale de tout membre qui adhère à l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre de voix que ce membre doit détenir et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours, mais les contributions demandées aux autres membres pour l'exercice en cours ne s'en trouvent pas changées.

6. Les contributions au premier budget administratif sont exigibles a une date fixée par le Conseil à sa première session. Les contributions aux budgets administratifs ultérieurs sont exigibles le premier jour de chaque exercice. Les contributions des membres pour l'exercice au cours duquel ils deviennent membres de l'Organisation sont exigibles à la date à laquelle ils deviennent membres.

7. Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les deux mois qui suivent la date a laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 6 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si ce membre n'a pas encore verse sa contribution dans les deux mois qui suivent une telle demande, il est prie d'indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas pu en effectuer le paiement.

S'il n'a toujours pas versé sa contribution six mois après la date à laquelle elle est exigible, ses droits de vote sont suspendus à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si ce membre n'a toujours pas acquitté sa contribution à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle ses droits de vote ont été suspendus, tous les droits qu'il a en vertu du présent Accord sont suspendus par le Conseil jusqu'au versement intégral de sa contribution, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement.

8. Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 7 du présent article reste tenu, en particulier, de verser sa contribution.

Article 22

Compte spécial

1. Il est institué deux sous-comptes du compte spécial :

a) Le sous-compte des activités préalables aux projets; et

b) Le sous-compte des projets.

2. Toutes les dépenses portées au sous-compte des activités préalables aux projets sont remboursées par imputation sur le sous-compte des projets si les projets sont par la suite approuvés et financés. Si dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent Accord le Conseil n'a pas reçu de fonds pour le sous-compte des activités préalables aux projets, il revoit la situation et prend les mesures nécessaires.

3. Toutes les recettes afférentes à des projets bien identifiables sont portées au compte spécial. Toutes les dépenses relatives à de tels projets, y compris la rémunération et les frais de voyage de consultants et d'experts, sont imputées sur le compte spécial.

4. Le compte spécial peut être financé par les sources suivantes :

a) Le deuxième compte du Fonds commun pour les produits de base, une fois celui-ci créé;

b) Des institutions financières régionales et internationales, comme le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, etc.; et

c) Des contributions volontaires.

5. Le Conseil fixe, par un vote spécial, les conditions et modalités selon lesquelles il devrait, au moment opportun et dans les cas appropriés, patronner des projets en vue de leur financement au moyen de prêts, lorsqu'un ou plusieurs membres ont volontairement assumé toutes obligations et responsabilités concernant ces prêts. L'Organisation n'assume aucune obligation dans le cas de tels prêts.

6. Le Conseil peut désigner et parrainer toute entité, avec son assentiment, notamment un membre ou un groupe de membres, qui recevra des prêts pour le financement de projets approuvés et assumera toutes les obligations qui en découlent, étant entendu que l'Organisation se réserve le droit de surveiller l'utilisation des ressources et de suivre l'exécution des projets ainsi financés. Toutefois, l'Organisation n'est pas responsable des garanties données par un membre quelconque ou par d'autres entités.

7. L'appartenance à l'Organisation n'entraîne, pour aucun membre, une quelconque responsabilité à raison des emprunts contractés ou des prêts consentis pour des projets par tout autre membre ou toute autre entité.

8. Si des contributions volontaires sans affectation déterminée sont offertes à l'Organisation, le Conseil peut accepter ces fonds. Les fonds en question peuvent être utilisés pour des activités préalables aux projets, ainsi que pour des projets approuvés.

9. Le Directeur exécutif s'attache à rechercher, aux conditions et selon les modalités que le Conseil peut fixer, un financement adéquat et sûr pour les projets approuvés par le Conseil.

10. Les ressources du compte spécial ne sont utilisées que pour des projets approuves ou pour des activités préalables aux projets.

11. Les contributions versées pour ces projets approuvés déterminés ne sont utilisées que pour les projets auxquels elles étaient initialement destinées, a moins que le Conseil n'en décide autrement avec l'accord du contribuant. Après l'achèvement d'un projet l'Organisation restitue aux divers contribuants les fonds qui subsistent eventuellement, au prorata de la part de chacun dans le total des contributions initialement fournies pour le financement dudit projet, à moins que le contribuant n'accepte qu'il en soit autrement.

12. Le Conseil peut, lorsque cela est approprié, revoir le financement du compte special.

CHAPITRE VII - ACTIVITES OPERATIONNELLES

Article 23

Projets

1. Pour atteindre les objectifs énoncés à l'article premier, le Conseil, de façon continue et conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 14, détermine les projets à entreprendre dans les domaines de la recherche-développeme de la promotion des ventes et de la réduction des coûts, ainsi que les autres projets qu'il peut approuver, prend les dispositions en vue de leur préparation et de leur mise en oeuvre et, pour s'assurer de leur efficacité, suit leur exécution.

2. Le Directeur exécutif soumet au Comité des projets des propositions concernan les projets visés au paragraphe 1 du présent article. Ces propositions sont commu niquées a tous les membres deux mois au moins avant la session du Comité à laquell elles doivent être examinées. Sur la base de ces propositions, le Comité décide des activités préalables à exécuter. Le Directeur exécutif organise lesdites activités préalables conformément aux règlements que le Conseil adoptera.

3. Les résultats des activités préalables, indiquant notamment le détail des coûts, les avantages éventuels, la durée, le lieu d'exécution et le nom des organismes susceptibles d'être chargés de l'exécution, sont présentés au Comité par le Directeur exécutif, après avoir été communiqués à tous les membres deux mois au moins avant la session du Comité à laquelle ils doivent être examinés.

4. Le Comité examine ces résultats et fait des recommandations au Conseil au sujet des projets.

5. Le Conseil examine ces recommandations et, par un vote special, prend une décision au sujet des projets proposés, aux fins de leur financement conformément à l'article 22 et à l'article 27.

6. Le Conseil décide de l'ordre de priorité des projets.

7. Au départ, le Conseil accorde la priorité aux projets élaborés par la FAO et le CCI pour les réunions préparatoires organisées sur le jute et les articles en jute au titre du Programme intégré pour les produits de base, ainsi qu'aux autres projets viables que le Conseil peut approuver.

8. Avant d'approuver un projet sur le territoire d'un membre, le Conseil doit obtenir l'approbation de ce membre.

9. Le Conseil peut, par un vote spécial, cesser de patronner un projet quelconque.

Article 24

Recherche-développement

Les projets de recherche-développement devraient viser notamment :

a) A améliorer la productivité agricole et la qualité des fibres;

b) À améliorer les procédés de fabrication des articles existants et des articles nouveaux;

c) A trouver de nouvelles utilisations finales et à améliorer les produits existants.

Article 25

Promotion des ventes

Les projets de promotion des ventes devraient viser notamment à préserver et élargir les marchés pour les articles existants et à trouver des débouchés pour les articles nouveaux.

Article 26

Réduction des coûts

Les projets relatifs à la réduction des coûts devraient viser notamment, dans la mesure appropriée, à améliorer les procédés et les techniques ayant un rapport avec la productivité agricole et la qualité des fibres, à améliorer les procédés et les techniques ayant un rapport avec le coût de la main-d'oeuvre, le coût des matières et les dépenses en capital dans l'industrie de transformation du jute, et à rassembler et tenir à jour, à l'usage des membres, des renseignements sur les procédés et techniques les plus efficaces qui sont à la disposition de l'industrie du jute.

Article 27

Critères d'approbation des projets

L'approbation des projets par le Conseil sera fondée sur les critères suivants :

a) Les projets doivent être de nature à apporter des avantages, immédiats ou à venir, à plus d'un membre exportateur et être profitables à l'économie du jute dans son ensemble;

b) Ils doivent être liés au maintien ou à l'expansion du commerce international du jute et des articles en jute;

c) Ils doivent laisser entrevoir des résultats économiques favorables à court ou à long terme en ce qui concerne les coûts;

d) Ils doivent être à la mesure du volume du commerce international du jute et des articles en jute;

e) Ils doivent être de nature à améliorer la compétitivité générale ou les perspectives du marché du jute et des articles en jute.

Article 28

Comité des projets

1. Il est créé un Comité des projets (ci-après dénommé "le Comité") qui est responsable devant le Conseil et travaille sous sa direction générale.

2. Le Comité est ouvert à la participation de tous les membres. Le règlement intérieur, la répartition des voix et la procédure de vote y sont, mutatis mutandi les mêmes qu'au Conseil. Le Comité, à moins qu'il n'en décide autrement, se reuni quatre fois par an ou a la demande du Conseil.

3. Les fonctions du Comité sont les suivantes :

a) Examiner et évaluer sur le plan technique les propositions de projets visées à l'article 23;

b) Décider des activités à entreprendre préalablement aux projets; et

c) Faire des recommandations au Conseil au sujet des projets.

CHAPITRE VIII - RELATIONS AVEC LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Article 29

Relations avec le Fonds commun pour les produits de base

Lorsque le Fonds commun entrera en activité, l'Organisation tirera pleinement parti des facilités dudit Fonds commun, conformément aux principes énoncés dans l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base.

CHAPITRE IX - EXAMEN DE QUESTIONS IMPORTANTES CONCERNANT LE JUTE ET LES ARTICLES EN JUTE

Article 30

Stabilisation, concurrence avec les produits synthétiques et autres questions

1. Le Conseil poursuit l'examen des questions relatives à la stabilisation des prix du jute et des articles en jute destinés à l'exportation, ainsi que des approvisionnements, en vue de leur trouver des solutions. A l'issue de cet examen, l'application d'une solution convenue impliquant des mesures qui ne sont pas déjà expressément prévues par le présent Accord exige un amendement au présent Accord conformément à l'article 42.

2. Le Conseil examine les questions se rapportant à la concurrence entre le jute et les articles en jute, d'une part, et les produits synthétiques et produits de remplacement, d'autre part.

3. Le Conseil prend des dispositions pour assurer l'examen suivi des autres questions importantes relatives au jute et aux articles en jute.

CHAPITRE X - STATISTIQUES, ETUDES ET INFORMATION

Article 31

Statistiques, études et information

1. Le Conseil établit des relations étroites avec les organismes internationaux appropriés, en particulier la FAO, pour contribuer à ce que des données et informations récentes et fiables soient disponibles sur tous les facteurs touchant le jute et les articles en jute. L'Organisation rassemble, classe et au besoin publie, au sujet de la production, du commerce, de l'offre, des stocks, de la consommation et des prix du jute, des articles en jute, des produits synthétiques et des produits de remplacement, les statistiques qui sont nécessaires au bon fonctionnement du présent Accord.

2. Les membres doivent fournir dans un délai raisonnable toutes statistiques et informations dont la diffusion n'est pas incompatible avec leur législation nationale.

3. Le Conseil fait établir des études sur les tendances et sur les problèmes à court et à long terme de l'économie mondiale du jute.

4. Le Conseil veille à ce qu'aucune des informations publiées ne porte atteinte au secret des opérations des particuliers ou des sociétés qui produisent, traitent ou commercialisent du jute, des articles en jute, des produits synthétiques et des produits de remplacement.

Article 32

Rapport annuel et rapport d'évaluation et d'examen

1. Le Conseil publie, dans les six mois qui suivent la fin de chaque campagne agricole du jute, un rapport annuel sur ses activités et tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

2. Le Conseil évalue et examine chaque année la situation et les perspectives du jute sur le marché mondial, y compris l'état de la concurrence avec les produits synthétiques et de remplacement, et il informe les membres des résultats de l'examen.

3. L'examen se fait à l'aide des renseignements fournis par les membres sur la production nationale, les stocks, les exportations et importations, la consommatic et les prix du jute, des articles en jute et des produits synthétiques et de remplacement, ainsi qu'à l'aide des autres renseignements que le Conseil peut obtenir soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes appropriés des Nations Unies, y compris la CNUCED et la FAO, et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales appropriées.

CHAPITRE XI - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 33

Plaintes et différends

Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présen Accord lui impose et tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sont déférés au Conseil pour décision. Les décisions du Consei en la matière sont définitives et ont force obligatoire.

Article 34

Obligations générales des membres

1. Pendant la durée du présent Accord, les membres mettent tout en oeuvre et coopèrent pour favoriser la réalisation de ses objectifs et éviter que soient prises des mesures allant à l'encontre desdits objectifs.

2. Les membres s'engagent à accepter d'être liés par les décisions que le Conse prend en vertu des dispositions du présent Accord et veillent à s'abstenir d'appliquer des mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

Article 35

Dispenses

1. Quand des circonstances exceptionnelles ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil peut, par un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2. Quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présen article, le Conseil précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs de cette dispense.

Article 36

Mesures différenciées et correctives

1. Les membres en développement importateurs dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent Accord peuvent s'adresser au Conseil pour des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre des mesures appropriées conformément à la section III, paragraphes 3 et 4, de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

2. Sans préjudice des intérêts des autres membres exportateurs le Conseil, dans toutes ses activités, prend spécialement en considération les besoins d'un pays exportateur particulier figurant parmi les pays les moins avancés.

CHAPITRE XII - DISPOSITIONS FINALES

Article 37

Signature, ratification, acceptation et approbation

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur le jute et les articles en jute, 1981, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 3 janvier au 30 juin 1983 inclus.

2. Tout gouvernement visé au paragraphe 1 du présent article peut :

a) Au moment de la signature du présent Accord, déclarer que par cette signature il exprime son consentement à être lié par le présent Accord;

b) Après la signature du présent Accord, le ratifier, l'accepter ou l'approuver par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

Article 38

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire du présent Accord.

Article 39

Notification d'application à titre provisoire

1. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire, soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 40, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée. En faisant sa notification à cet effet, le gouvernement intéressé se déclare membre exportateur ou membre importateur.

2. Un gouvernement qui a notifié conformément au paragraphe 1 du présent article qu'il appliquera le présent Accord quand celui-ci entrera en vigueur ou, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée, est dès lors membre de l'Organisation à titre provisoire jusqu'à ce qu'il dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et devienne ainsi membre.

Article 40

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 1er juillet 1983 ou à toute date ultérieure si, à cette date, trois gouvernements totalisant au moins 85 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent Accord et 20 gouvernements totalisant au moins 65 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord ont signé le présent Accord conformément au paragraphe 2 a) de l'article 37, ou ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire le 1er juillet 1983 ou à toute date ultérieure si, à cette date, trois gouvernements totalisant au moins 85 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent Accord et 20 gouvernements totalisant au moins 65 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord ont signé le présent Accord conformément au paragraphe 2 a) de l'article 37, ou ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou ont notifié au dépositaire, en vertu de l'article 39, qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire.

3. Si les conditions d'entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article ne sont pas remplies le 1er janvier 1984, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera les gouvernements qui auront signé le présent Accord conformément au paragraphe 2 a) de l'article 37, ou qui auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, à se réunir le plus tôt possible et à décider de mettre le présent Accord en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Pendant que le présent Accord sera en vigueur à titre provisoire en vertu du présent paragraphe, les gouvernements qui auront décidé de le mettre en vigueur entre eux à titre provisoire, en totalité ou en partie, seront membres à titre provisoire. Ces gouvernements pourront se réunir pour réexaminer la situation et décider si le présent Accord entrera en vigueur entre eux à titre définitif, s'il restera en vigueur à titre provisoire ou s'il cessera d'être en vigueur.

4. Si un gouvernement dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Accord, celui-ci entrera en vigueur pour ledit gouvernement à la date de ce dépôt.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera la première session du Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 41

Adhésion

1. Les gouvernements de tous les Etats peuvent adhérer au présent Accord aux conditions que le Conseil détermine et qui comprennent un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui ne peuvent pas déposer leur instrument d'adhésion dans le délai fixé.

2. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire.

Article 42

Amendements

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent notifier au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3. Tout amendement entre en vigueur 90 jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres exportateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres exportateurs, et de membres constituant au moins les deux tiers des membres importateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres importateurs.

4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ont été satisfaites, et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant l'entrée en vigueur de l'amendement.

5. Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement entre en vigueur cesse d'être partie au présent Accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pas pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger le délai d'acceptation pour ledit membre. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.

6. Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

Article 43

Retrait

1. Tout membre peut se retirer du présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci, en notifiant son retrait par écrit au dépositaire. Il informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.

2. Le retrait prend effet 90 jours après que le dépositaire en a reçu notification.

Article 44

Exclusion

Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose et qu'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre du présent Accord. Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie au présent Accord un an après la date de la décision du Conseil.

Article 45

Liquidation des comptes des membres qui se retirent ou sont exclus ou des membres qui ne sont pas en mesure d'accepter un amendement

1. Conformément au présent article, le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui cesse d'être partie au présent Accord en raison :

a) De la non-acceptation d'un amendement au présent Accord en application de l'article 42;

b) Du retrait du présent Accord en application de l'article 43; ou

c) De l'exclusion du présent Accord en application de l'article 44.

2. Le Conseil garde toute contribution versée au compte administratif par un membre qui cesse d'être partie au présent Accord.

3. Un membre qui a reçu en remboursement un montant approprié en application du présent article n'a droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation ni de ses autres avoirs. Il ne peut lui être imputé non plus aucun déficit éventuel de l'Organisation après que le remboursement a été effectué.

Article 46

Durée, prorogation et fin de l'Accord

1. Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de cinq ans à compter de la date de son entrée en vigueur à moins que le Conseil ne décide, par un vote spécial, de le proroger ou de le renégocier ou d'y mettre fin.

2. Avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article le Conseil peut, par un vote spécial, décider de proroger le présent Accord pour une période ne dépassant pas deux ans et/ou de le renégocier.

3. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, les négociations en vue d'un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord n'ont pas encore abouti, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent Accord pour une période fixée par lui.

4. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord a été négocié mais n'est pas encore éntré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent Accord jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du nouvel accord.

5. Si un nouvel accord international sur le jute est négocié et entre en vigueur alors que le présent Accord est en cours de prorogation conformément aux paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article, le présent Accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

6. Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent Accord avec effet à la date de son choix.

7. Nonobstant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister pendant une période ne dépassant pas 18 mois pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes et, sous réserve des dispositions pertinentes à prendre par un vote spécial, il a pendant ladite période les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

8. Le Conseil notifie au dépositaire toute décision prise en vertu du présent article.

Article 47

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures sur le présent Accord aux dates indiquées.

FAIT à Genève le premier octobre mil neuf cent quatre-vingt-deux, les textes du présent Accord en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe faisant également foi.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

ANNEXE A

Part de chaque pays exportateur dans le total des exportations nettes de jute et d'articles en jute des pays participant à la Conférence des Nations Unies sur le jute et les articles en jute, 1981, telle qu'elle a été établie aux fins de l'article 40

	Pourcentage
Bangladesh	56,668
Brésil	0,921
Inde	31,457
Népal	3,452
Pérou	0,097
Thaïlande	7,405
Total	100,000

ANNEXE B

Part de chaque pays importateur et groupe de pays importateurs dans le total des importations nettes de jute et d'articles en jute des pays participant à la Conférence des Nations Unies sur le jute et les articles en jute, 1981, telle qu'elle a été établie aux fins de l'article 40

	Pourcentage
Algérie	0,916
Arabie saoudite	0,313
Australie	7,067
Autriche	0,252
Bulgarie	1,572

		Pourcentage
Canada		1,702
Colombie		0,000
Communauté économique européenne		16,316
Allemagne, République fédérale d'	2,831	
Belgique-Luxembourg	2,892	
Danemark	0,313	
France	2,778	
Grèce	0,420	
Irlande	0,366	
Italie	1,244	
Pays-Bas	1,740	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3,732	
Costa Rica		0,000
Cuba		5,258
Egypte		2,747
El Salvador		0,542
Equateur		0,000
Espagne		0,664
Etats-Unis d'Amérique		16,644
Finlande		0,191
Ghana		0,336
Hongrie		0,420
Indonésie		2,366
Iraq		1,915
Japon		5,952
Madagascar		0,350
Malaisie		0,160
Malte		0,000
Mauritanie		0,008
Mexique		0,359
Nicaragua		0,122
Nigéria		0,626
Norvège		0,168
Pakistan		7,547
Philippines		0,259
Pologne		1,221
République arabe syrienne		1,740
République de Corée		0,443
République-Unie de Tanzanie		0,702
Roumanie		0,885
Sénégal		0,023
Soudan		3,846
Suède		0,046
Suisse		0,267
Tchécoslovaquie		1,236
Tunisie		0,328
Turquie		1,160
Union des Républiques socialistes soviétiques		11,729
Venezuela		0,053
Yougoslavie		1,526
Zaïre		0,023
Total		100,000

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo

ACCORDO INTERNAZIONALE DEL 1982 SULLA JUTA E PRODOTTI DERIVATI

PREAMBOLO

Le parti contraenti del presente accordo,

richiamandosi alla dichiarazione ed al programma operativo sulla creazione di un nuovo ordine economico internazionale,

richiamandosi alle risoluzioni 93 (IV) e 124 (V) sul programma integrato per i prodotti di base approvato dalla Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo nella quarta e quinta sessione,

richiamandosi al nuovo programma di azione per gli anni ottanta per i paesi meno sviluppati, ed in particolare al paragrafo 82,

riconoscendo l'importanza della iuta e prodotti derivati per le economie di molti paesi esportatori in via di sviluppo,

considerando che una stretta cooperazione internazionale intesa a risolvere i problemi del settore della iuta promuovera lo sviluppo economico dei paesi esportatori e consoliderà la cooperazione economica tra paesi esportatori e importatori,

hanno convenuto quanto segue:

CAPO I - OBIETTIVI

Articolo 1

Obiettivi

1. Nell'interesse dei membri importatori ed esportatori, ed al fine di realizzare gli obiettivi fissati dalla conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo nelle sue risoluzioni 93 (IV) e 124 (V) in merito al programma integrato per i prodotti di base, nonché tenendo conto della risoluzione 98 (IV), gli obiettivi dell'accordo internazionale del 1982 sulla iuta e prodotti derivati (qui di seguito definito "il presente accordo") sono i seguenti:

(a) migliorare le condizioni strutturali del mercato della iuta;

(b) aumentare la capacità concorrenziale della iuta e prodotti derivati;

(c) preservare ed ampliare gli attuali mercati, nonché aprire nuovi mercati per la iuta e i prodotti derivati;

(d) incrementare la produzione della iuta e prodotti derivati al fine di migliorare, tra l'altro, la loro qualità a vantaggio dei membri importatori ed esportatori;

(e) aumentare quantitativamente la produzione, le esportazioni e le importazioni di iuta e prodotti derivati per soddisfare le esigenze della domanda e dell'offerta sul piano mondiale.

2. Per realizzare gli obiettivi di cui al paragrafo 1 del presente articolo si attuano, tra l'altro, i seguenti programmi:

(a) progetti di ricerca e di sviluppo, promozione del mercato e riduzione dei costi;

(b) confronto e divulgazione dei dati relativi alla iuta ed ai prodotti da essa ottenuti;

(c) esame di questioni di rilievo nel settore, quali la stabilità dei prezzi e dell'approvvigionamento, nonché la concorrenza con le fibre sintetiche ed i prodotti sostitutivi.

CAPO II - DEFINIZIONI

Articolo 2

Definizioni

Ai fini del presente accordo si adottano le seguenti definizioni:

1. "iuta": la iuta greggia, kenaf ed altre fibre affini, tra cui Urena Lobata, Abutilon Avicennae e Cephalonema Polyandrum;

2. "prodotti derivati dalla iuta": i prodotti costituiti interamente o quasi interamente da iuta, oppure prodotti nei quali la iuta rappresenta la parte maggiore in termini di peso;

3. "membro": un governo oppure un'organizzazione intergovernativa, come definiti all'articolo 5, che abbia accettato di aderire al presente accordo a titolo provvisorio o definitivo;

4. "membro esportatore": un membro le cui esportazioni di iuta e dei prodotti da essa ottenuti superino le corrispondenti importazioni e che si sia dichiarato come tale;

5. "membro importatore": un membro le cui importazioni di iuta e dei prodotti derivati superino le esportazioni e che si sia dichiarato come tale;

6. "Organizzazione": l'Organizzazione internazionale della iuta creata in conformità dell'articolo 3;

7. "Consiglio": il Consiglio internazionale della iuta istituito in conformità dell'articolo 6;

8. "votazione speciale": una votazione nella quale si richiedono almeno due terzi dei voti espressi dai membri esportatori presenti e votanti ed almeno due terzi dei voti espressi dai membri importatori presenti e votanti, calcolati separatamente, purché tali voti siano espressi dalla maggioranza dei membri esportatori e da almeno quattro membri importatori presenti e votanti;

9. "votazione a maggioranza semplice": una votazione nella quale si richiedono oltre la metà dei voti totali dei membri esportatori presenti e votanti, calcolati separatamente. I voti richiesti per i membri esportatori devono essere espressi dalla maggioranza dei membri presenti e votanti;

0. "esercizio finanziario": il periodo 1 luglio - 30 giugno compreso;

1. "annata della iuta": il periodo 1 luglio - 30 giugno compreso;

2. "esportazioni di iuta" oppure "esportazioni di prodotti derivati dalla iuta": qualsiasi quantitativo di iuta o di prodotti da essa derivati che esce dal territorio doganale di un membro; "importazione di iuta" oppure "importazione di prodotti derivati dalla iuta": qualsiasi quantitativo di iuta o di prodotti da essa derivati che entra nel territorio doganale di un membro purché ai fini delle pre-

senti definizioni sia considerato come territorio doganale, qualora un membro comprenda più di un territorio doganale, la somma dei territori doganali di tale membro;

13. "valute liberamente utilizzabili": il marco tedesco, il franco francese, lo Yen giapponese, la sterlina, il dollaro USA e qualsiasi altra valuta che sia stata riconosciuta da un'organizzazione monetaria competente sul piano internazionale come effettivamente e ampiamente impiegata per effettuare pagamenti in transazioni internazionali e largamente scambiata sui principali mercati dei cambi.

CAPO III - ORGANIZZAZIONE ED AMMINISTRAZIONE

Articolo 3

Costituzione, sede e struttura dell'Organizzazione internazionale della iuta

1. Viene istituita l'Organizzazione internazionale della iuta con lo scopo di attuare i provvedimenti del presente accordo e controllarne l'applicazione.

2. Gli organi attraverso i quali l'Organizzazione esercita le proprie funzioni sono il Consiglio internazionale della iuta e il Comitato progetti, in qualità di istituzioni permanenti, nonché il direttore esecutivo ed il personale. Con una votazione speciale il Consiglio puo creare per fini specifici comitati e gruppi di lavoro con compiti determinati.

3. La sede dell'Organizzazione si trova a Dacca, nel Bangladesh.

4. La sede dell'Organizzazione deve sempre essere situata nel territorio di uno Stato membro.

Articolo 4

Membri dell'organizzazione

1. Nell'Organizzazione esistono due categorie di membri, vale a dire :

   a) esportatori e

   b) importatori.

2. Un membro può cambiare categoria, secondo le condizioni stabilite dal Consiglio.

Articolo 5

Partecipazione di organizzazioni intergovernative

1. Ogniqualvolta ricorre nel testo del presente accordo il termine "governo" lo si intende applicabile anche alla Comunità economica europea ed a qualsiasi organizzazione intergovernativa avente responsabilità in materia di trattative, conclusione e applicazione di accordi internazionali, in particolare di accordi riguardanti prodotti di base. Di conseguenza, ogniqualvolta ricorrono nel presente accordo termini quali firma, ratifica, accettazione o approvazione, notifica di applicazione a titolo provvisorio oppure adesione, nel caso di organizzazioni governative, essi si intendono applicabili anche alla firma, alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione, alla notifica di applicazione a titolo provvisorio oppure all'adesione da parte di dette organizzazioni intergovernative.

2. In caso di votazione su argomenti di loro competenza, le suddette organizzazioni intergovernative dispongono di un numero di voti pari al numero totale di voti spettanti ai rispettivi Stati membri, in conformità dell'articolo 10. In questo caso gli Stati membri cui appartengono le organizzazioni intergovernative non sono autorizzati a esercitare il loro diritto di voto in quanto tali.

CAPO IV - CONSIGLIO INTERNAZIONALE DELLA IUTA

Articolo 6

Composizione del Consiglio internazionale della iuta

1. La massima autorità dell'Organizzazione è il Consiglio internazionale della iuta, che si compone di tutti i membri dell'organizzazione.

2. Ciascun membro è rappresentato all'interno del Consiglio da un delegato e può nominare supplenti e consiglieri che assistano alle sessioni del Consiglio.

3. I supplenti sono autorizzati a agire ed a votare in nome del delegato durante l'assenza di quest'ultimo oppure in particolari circostanze.

Articolo 7

Poteri e funzioni del Consiglio

1. Il Consiglio esercita tutti i poteri e adempie, oppure provvede all'adempimento di tutte le funzioni necessarie per l'esecuzione del disposto del presente accordo.

2. Il Consiglio emana, con votazione speciale, i regolamenti necessari per l'applicazione del presente accordo e compatibili con quest'ultimo, con particolare riguardo al regolamento interno del Consiglio, al rego-

lamento finanziario ed al regolamento del personale dell'Organizzazione. I regolamenti finanziari disciplinano tra l'altro, le entrate e le uscite dei fondi del conto amministrativo e del conto speciale. Nel suo regolamento interno il Consiglio puo definire una procedura che gli consenta di deliberare senza riunirsi, in merito a determinate questioni.

3. Il Consiglio tiene aggiornata la documentazione necessaria all'adempimento delle funzioni conferitegli dal presente accordo.

Articolo 8

Presidente e vicepresidente del consiglio

1. Per ogni annata della iuta il Consiglio elegge un presidente ed un vicepresidente, che non sono retribuiti dall'organizzazione.

2. Il presidente e il vicepresidente vengono eletti, il primo tra i rappresentanti dei membri esportatori e il secondo tra i rappresentanti dei membri importatori. Le cariche si alternano ogni anno tra le due categorie di membri, senza escludere tuttavia la possibilità della rielezione di uno o di ambedue i titolari, in circostanze eccezionali, con votazione speciale del Consiglio.

3. Il vicepresidente fa le veci del presidente in caso di assenza temporanea di quest'ultimo. In caso di assenza temporanea sia del presidente che del vicepresidente, oppure di assenza permanente di uno o di ambedue, il Consiglio puo eleggere tra i rappresentanti dei membri esportatori e/o tra i rappresentanti dei membri importatori, se del caso, nuovi titolari di queste funzioni, a titolo temporaneo o permanente.

Articolo 9

Sessioni del consiglio

1. Il Consiglio si riunisce di norma in sessione ordinaria una volta ogni semestre dell'annata della iuta.

2. Il Consiglio si riunisce in sessione straordinaria per propria decisione o dietro richiesta

a) del direttore esecutivo, d'accordo con il presidente del Consiglio; oppure

b) della maggioranza dei membri esportatori o della maggioranza dei membri importatori; oppure

c) dei membri che detengono almeno 500 voti.

3. Salvo diversa decisione del Consiglio, presa con votazione speciale, le sessioni si svolgono presso la sede dell'Organizzazione. Qualora, su invito di un membro, il Consiglio si riunisca in un luogo diverso dalla sede dell'Organizzazione, tale membro prende a suo carico le spese supplementari che ne derivano.

4. La data delle sessioni e il corrispondente ordine del giorno vengono comunicati ai membri dal direttore esecutivo con almeno 30 giorni d'anticipo, fatta eccezione per i casi urgenti, in cui la comunicazione deve essere effettuata con almeno 7 giorni d'anticipo.

Articolo 10

Distribuzione dei voti

1. Tanto i membri esportatori quanto i membri importatori detengono rispettivamente un totale di 1 000 voti.

2. I voti dei membri esportatori sono così suddivisi: 150 voti sono ripartiti in modo uguale tra tutti i membri esportatori, approssimati all'intero per eccesso o per difetto nei confronti di ciascun membro; i voti restanti sono ripartiti in proporzione al volume medio delle esportazioni nette di iuta e di prodotti da essa derivati nelle tre annate precedenti, a condizione che il numero massimo di voti di ciascun membro esportatore non superi 450. I voti in eccesso rispetto al numero massimo sono distribuiti proporzionalmente alle quote commerciali a tutti i membri esportatori aventi meno di 250 voti singolarmente.

3. I voti dei membri importatori vengono suddivisi come segue: ciascun membro dispone, come base, di 5 voti, a condizione che il totale dei voti di base non sia superiore a 125. I voti restanti vengono ripartiti proporzionalmente al volume medio annuo delle rispettive importazioni nette di iuta e di prodotti da essa derivati nel triennio calcolato a decorrere dal quarto anno civile precedente la distribuzione dei voti.

4. Il Consiglio distribuisce i voti per ciascun esercizio finanziario all'inizio della prima sessione dell'anno stesso, in conformità del presente articolo. La ripartizione così fissata rimane in vigore per il resto dell'esercizio, salvo nei casi di cui al paragrafo 5 del presente articolo.

5. Qualora la composizione dell'Organizzazione subisca una modifica, oppure qualora i diritti di voto di un membro siano sospesi o ristabiliti a norma di una disposizione del presente accordo, il Consiglio ridistribuisce i voti all'interno della categoria o delle categorie di membri interessate, in conformità del presente articolo. Il Consiglio stabilisce la data alla quale la ridistribuzione dei voti deve diventare operativa.

6. I voti non possono essere frazionati.

7. Per arrotondare il numero dei voti, una frazione inferiore a 0,5 deve essere approssimata per difetto ed una frazione superiore o pari a 0,5 deve essere approssimata per eccesso.

Articolo 11

Procedura di votazione del Consiglio

1. Ciascun membro dispone di tutti i voti che gli sono attribuiti e non è autorizzato a frazionarli, ma può disporre differentemente dei voti che gli sono attribuiti a norma del paragrafo 2 del presente articolo.

2. Con notifica scritta al Presidente del Consiglio, ogni singolo membro esportatore può autorizzare qualsiasi altro membro esportatore, ed ogni singolo membro importatore può autorizzare qualsiasi altro membro importatore a rappresentare i suoi interessi ed a disporre dei suoi voti nelle riunioni del Consiglio.

3. Un membro autorizzato da un altro membro a disporre dei voti detenuti da quest'ultimo a norma dell'articolo 10, esercita il diritto di voto in conformità delle istruzioni del membro che lo ha autorizzato.

4. In caso di astensione, si ritiene che un membro non abbia votato.

Articolo 12
Decisioni e raccomandazioni del Consiglio

1. Il Consiglio cerca di prendere tutte le decisioni e di formulare tutte le raccomandazioni all'unanimità. Qualora non si raggiunga l'unanimità, il Consiglio prende tutte le sue decisioni e formula tutte le sue raccomandazioni a maggioranza semplice, a meno che il presente accordo non stabilisca una votazione speciale.

2. Qualora i voti di un membro siano espressi ad una riunione del Consiglio in conformità dell'articolo 11, paragrafo 2, tale membro, ai fini del paragrafo 1 del presente articolo, viene considerato presente e votante.

3. Tutte le decisioni e le raccomandazioni del Consiglio devono essere conformi al disposto del presente accordo.

Articolo 13
Numero legale alle riunioni del Consiglio

1. Il numero legale alle riunioni del Consiglio è costituito dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri importatori, se tali membri detengono almeno due terzi dei voti totali nelle rispettive categorie.

2. Se non si raggiunge il numero legale di cui al paragrafo 1 del presente articolo nè il giorno fissato per la riunione nè il giorno successivo, a decorrere dal terzo giorno,esso si ritiene costituito, dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri importatori, purchè tali membri detengano la maggioranza dei voti totali nelle rispettive categorie.

3. Ogni membro rappresentato in conformità dell'articolo 11, paragrafo 2, viene considerato presente.

Articolo 14
Cooperazione con altre organizzazioni

1. Per quanto possibile l'Organizzazione ricorre ad organismi quali l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO), il Centro commerciale internazionale UNCTAD/GATT (ITC), l'Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale e la Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo (UNCTAD), avvalendosi delle strutture e dei servizi da esse offerti, nonché della loro competenza. Qualora ritenga che tali strutture, servizi e competenze siano insufficienti o inadeguati ai fini dell'efficace funzionamento dell'Organizzazione, il Consiglio, se le circostanze lo giustificano, interviene affinché i lavori necessari vengano svolti in modo efficace, eventualmente dall'Organizzazione per proprio conto.

2. Il Consiglio puo prendere tutte le disposizioni opportune per consultare l'organizzazione delle Nazioni Unite ed i suoi organi, in particolare l'UNCTAD, nonché la FAO, le altre agenzie specializzate delle Nazioni Unite e le organizzazioni intergovernative e non governative al fine di cooperare con esse.

3. In considerazione della funzione specifica assegnata all'UNCTAD nel settore degli scambi internazionali di prodotti di base, il Consiglio tiene questa organizzazione adeguatamente informata delle sue attività e dei suoi programmi di lavoro.

Articolo 15

Ammissione di osservatori

Il Consiglio puo invitare qualsiasi non membro o qualsiasi organizzazione, di cui agli articoli 14 e 31, aventi interessi nel settore degli scambi internazionali della iuta e prodotti derivati, oppure dell'industria corrispondente, ad assistere ad una qualsiasi delle sue riunioni in qualità di osservatore.

Articolo 16

Direttore esecutivo e personale

1. Il Consiglio nomina il direttore esecutivo con votazione speciale.

2. Le condizioni relative alla nomina del direttore esecutivo vengono fissate dal Consiglio.

3. Il direttore esecutivo è il più alto funzionario dell'organizzazione ed è responsabile nei confronti del Consiglio dell'amministrazione e del funzionamento del presente accordo, in conformità delle decisioni del Consiglio stesso.

4. Il direttore esecutivo nomina il personale in conformità del regolamento definito dal Consiglio. Nella prima sessione il Consiglio stabilisce il numero dei funzionari amministrativi e professionali che il direttore esecutivo può nominare per il primo periodo quinquennale. Il personale viene assunto in diverse fasi. Eventuali modifiche del numero dei funzionari amministrativi e professionali devono essere stabilite dal Consiglio con votazione speciale. Il personale è responsabile nei confronti del direttore esecutivo.

5. Il direttore esecutivo e gli altri funzionari non devono avere interessi finanziari nell'industria o nel commercio della iuta, o in attività commerciali affini.

6. Nell'adempimento delle loro mansioni, il direttore esecutivo ed il personale non sollecitano nè accettano istruzioni da alcun membro, nè da alcuna autorità esterna alla Organizzazione. Essi si astengono da ogni azione incompatibile con la loro posizione di funzionari internazionali, responsabili soltanto nei confronti del Consiglio. Ciascun membro si impegna a rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni del direttore esecutivo e del personale, ed a non cercare di influenzarli nell'adempimento dei loro compiti.

CAPO V - PRIVILEGI E IMMUNITA'

Articolo 17

Privilegi e immunità

1. L'Organizzazione è dotata di personalità giuridica e dispone in particolare della capacità di contrattare, acquistare e alienare beni immobili e mobili, nonché di stare in giudizio.

2. Immediatamente dopo l'entrata in vigore del presente accordo, l'Organizzazione si impegna a concludere con il governo del paese in

cui avra sede (qui di seguito definito "il governo ospitante") un accordo (qui di seguito definito "accordo relativo alla sede") per disciplinare lo statuto, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione, del direttore esecutivo, del personale e degli esperti, nonché dei rappresentanti dei membri, ai fini dello svolgimento delle loro funzioni.

3. In attesa della conclusione dell'accordo relativo alla sede di cui al paragrafo 2 del presente articolo, l'Organizzazione chiede al governo ospitante di concedere, nei limiti della propria legislazione nazionale, l'esenzione fiscale sulle remunerazioni pagate dall'Organizzazione al suo personale, nonché sui beni, sul reddito e sulle altre proprietà dell'Organizzazione.

4. L'Organizzazione può inoltre concludere, con uno o più altri Stati, accordi in merito ai privilegi ed alle immunità, qualora cio sia necessario ai fini di una efficace applicazione del presente accordo. Gli accordi suddetti devono essere approvati dal Consiglio.

5. Qualora la sede dell'Organizzazione sia trasferita in un altro paese memoro, quest'ultimo conclude quanto prima con l'Organizzazione un accordo in merito alla sede, che deve essere approvato dal Consiglio.

6. L'accordo relativo alla sede e indipendente dal presente accordo, ma prende fine nei seguenti casi:

a) se viene concluso un accordo in questo senso tra il governo ospitante e l'Organizzazione;

b) qualora la sede dell'Organizzazione sia trasferita fuori del territorio del governo ospitante; oppure

c) qualora l'Organizzazione cessi di esistere.

CAPO VI - DISPOSIZIONI FINANZIARIE

Articolo 18

Conti finanziari

1. Vengono tenuti due conti:

a) conto amministrativo e

b) conto speciale.

2. Il Direttore esecutivo e responsabile dell'amministrazione dei due conti, secondo le disposizioni stabilite dal Consiglio nel proprio regolamento interno.

Articolo 19

Modalità di pagamento

1. I contributi finanziari al conto amministrativo sono soggetti a controlli in materia di cambi.

2. I contributi finanziari al conto speciale sono pagabili in valuta liberamente utilizzabile e non sono soggetti a controlli in materia di cambi.

3. Il Consiglio puo inoltre decidere di accettare altre modalità di pagamento dei contributi al conto speciale, in particolare attrezzature scientifiche o tecniche oppure prestazioni professionali, per soddisfare le esigenze poste dai progetti approvati.

Articolo 20
Verifica e pubblicazione dei conti

1. Il Consiglio nomina dei revisori con il compito di verificare i suoi conti.

2. Un estratto del conto amministrativo e del conto speciale verificati da revisori indipendenti vengono resi noti ai membri al più presto possibile dopo la chiusura di ciascuna annata della iuta, e comunque entro sei mesi dopo tale data, e vengono sottoposti al Consiglio per approvazione nella sessione successiva. Viene quindi pubblicato un sommario dei conti e del bilancio consuntivo verificati.

Articolo 21
Conto amministrativo

1. Le spese necessarie per la gestione del presente accordo vengono imputate sul conto amministrativo e sono coperte dai contributi annui dei membri, in conformità delle rispettive procedure costituzionali o istituzionali, calcolati a norma dei paragrafi 3 - 5 del presente articolo.

2. Le spese delle delegazioni in funzione al Consiglio, al Comitato progetti, nonché ai comitati e ai gruppi di lavoro di cui all'articolo 3, paragrafo 2, sono a carico dei membri interessati. Qualora un membro chieda all'Organizzazione la prestazione di servizi speciali, il Consiglio può chiedere a tale membro di pagare le spese corrispondenti.

3. Durante il secondo semestre di ciascun esercizio finanziario, il Consiglio approva il bilancio amministrativo dell'Organizzazione per l'esercizio successivo e fissa il contributo di ciascun membro.

4. Per ogni esercizio il contributo di ciascun membro al bilancio amministrativo viene calcolato in base alla proporzione esistente, al momento dell'approvazione del bilancio amministrativo di tale esercizio, fra il numero di voti di questo membro e il numero di voti di tutti i membri. Per fissare i contributi, i voti di ogni membro vengono calcolati senza tener conto della eventuale sospensione dei diritti di voto di un membro, né della ridistribuzione dei voti che può risultarne.

5. Il Consiglio fissa il contributo iniziale di ogni membro che accede all'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente accordo sulla base del numero dei voti ad esso assegnato e della frazione di tempo non ancora trascorsa dell'esercizio in corso; i contributi fissati per gli altri membri per l'esercizio in corso rimangono invariati.

6. I contributi al primo bilancio amministrativo sono esigibili alla data stabilita dal Consiglio nella prima sessione. I contributi ai successivi bilanci amministrativi sono esigibili il primo giorno dell'esercizio. I contributi dei membri per l'esercizio finanziario durante il quale accedono all'Organizzazione sono esigibili sin dal giorno della loro adesione.

7. Se un membro non versa integralmente la sua quota al bilancio amministrativo entro due mesi dalla data in cui il suo contributo diventa esigibile in conformità del paragrafo 6 del presente articolo, il direttore esecutivo gli chiede di effettuare al più presto il pagamento. Se, dopo due mesi dalla data della richiesta, il membro in questione non ha ancora versato il suo contributo, gli viene chiesto di fornire le ragioni della propria insolvenza. Se, allo scadere di sei mesi dalla

data fissata per il pagamento della quota, il membro non ha ancora versato il proprio contributo, i suoi diritti di voto sono sospesi, salvo diversa decisione del Consiglio con votazione speciale. Se, entro un mese dalla data della sospensione dei diritti di voto, il membro non ha ancora versato il proprio contributo, il Consiglio sospende tutti i diritti conferiti a tale membro a norma dell'accordo sino al versamento integrale della sua quota, salvo diversa decisione del Consiglio con votazione speciale.

8. Un membro i cui diritti sono stati sospesi a norma del paragrafo 7 del presente articolo continua ad essere tenuto al pagamento del proprio contributo.

Articolo 22

Conto speciale

1. Nell'ambito del conto speciale vengono tenuti due sottoconti:

a) il sottoconto per la fase preparatoria dei progetti, e

b) il sottoconto per i progetti.

2. Tutte le spese a titolo del sottoconto per la fase preparatoria dei progetti sono rimborsate con i fondi del sottoconto per i progetti, se questi ultimi vengono successivamente approvati e finanziati. Se, entro sei mesi dall'entrata in vigore del presente accordo, il Consiglio non riceve alcun fondo destinato al sottoconto per la fase preparatoria dei progetti, esso riesamina la situazione e prende i provvedimenti opportuni.

3. Tutte le entrate attinenti a determinati progetti identificabili sono messe in conto speciale. Tutte le spese sostenute per tali progetti, comprese la remunerazione e le spese di viaggio di consulenti e di esperti, sono imputate al conto speciale.

4. Le possibili fonti di finanziamento del conto speciale sono:

a) il secondo conto del Fondo comune per i prodotti di base, una volta istituito;

b) organismi internazionali e regionali di finanziamento, vale a dire il programma di sviluppo delle Nazioni Unite, la Banca mondiale, la Banca asiatica per lo sviluppo, la Banca interamericana per lo sviluppo, la Banca africana per lo sviluppo, ecc., e

c) contributi volontari.

5. Con votazione speciale il Consiglio puo stabilire le condizioni e modalità in base alle quali, nei tempi e nelle circostanze opportune, intende patrocinare progetti relativi a crediti di finanziamento, qualora uno o più membri si assumano volontariamente e integralmente gli obblighi e le responsabilità relative. L'Organizzazione non assume alcun obbligo nei confronti di tali crediti.

6. Il Consiglio puo nominare e patrocinare un ente, con il consenso di quest'ultimo, compresi uno o piu membri, incaricato di ricevere crediti per il finanziamento di progetti approvati ed assumere tutti gli obblighi inerenti, salvo il caso in cui l'Organizzazione si riservi il diritto di controllare l'impiego delle risorse e di seguire il progetto così finanziato dopo la sua attuazione. L'Organizzazione non è responsabile delle garanzie fornite da membri singoli o da altri enti.

7. A motivo dell'appartenenza all'Organizzazione, nessun membro può essere considerato responsabile degli obblighi derivanti dall'assunzione o dalla concessione di un prestito da parte di un altro membro o di un ente nell'ambito dei progetti.

8. Qualora all'Organizzazione pervenga un'offerta volontaria di fondi, di cui non sia precisata la destinazione, il Consiglio ha facoltà di accettare l'offerta. Tali fondi possono essere utilizzati per le attività della fase preparatoria dei progetti, nonché per i progetti approvati.

9. Il direttore esecutivo si impegna ad ottenere, alle condizioni stabilite dal Consiglio, finanziamenti adeguati e sicuri per i progetti approvati da quest'ultimo.

10. Le risorse del conto speciale devono essere impiegate unicamente per i progetti approvati oppure per le attività relative alla fase preparatoria dei progetti.

11. Le quote versate per determinati progetti approvati vengono impiegate unicamente per i progetti ai quali erano originariamente destinate, salvo diversa decisione del Consiglio d'accordo con chi ha versato il contributo. Dopo la realizzazione del progetto, l'Organizzazione restituisce a chi ha contribuito a determinati progetti il saldo di eventuali fondi rimanenti proporzionalmente alla quota di ciascuno rispetto al totale dei contributi originariamente versati per il finanziamento del progetto, salvo diverso accordo con gli interessati.

12. Se lo ritiene necessario, il Consiglio può sottoporre a revisione il conto finanziario e il conto speciale.

CAPO VII - ATTIVITA' OPERATIVE

Articolo 23

Progetti

1. Al fine di realizzare gli obiettivi di cui all'articolo 1, il Consiglio, su una base di continuità e in conformità dell'articolo 14, par. 1, può individuare determinati progetti nei settori della ricerca e dello sviluppo, della promozione del mercato e della riduzione dei costi, nonché altri progetti approvati dal Consiglio, provvedendo inoltre alla loro preparazione ed attuazione e seguendone la realizzazione al fine di vigilare sulla loro efficacia.

2. Il direttore esecutivo presenta al Comitato progetti le proposte relative ai progetti di cui al paragrafo 1, che devono essere rese note a tutti i membri almeno due mesi prima della sessione del Comitato nella quale devono essere esaminate. In base a queste proposte, il Comitato delibera in merito alle attività da avviare nella fase di preparazione dei progetti. Tali attività vengono regolate dal direttore esecutivo in conformità delle norme e dei regolamenti approvati dal Consiglio.

3. I risultati delle attività effettuace nella fase preparatoria dei progetti,comprendenti la valutazione dettagliata dei costi, eventuali utili, durata, sede e eventuali enti incaricati dell'esecuzione, vengono presentati dal direttore esecutivo al Comitato, dopo essere stati resi noti a tutti i membri, almeno due mesi prima della sessione del Comitato nella quale devono essere esaminati.

4. Il Comitato esamina i risultati delle suddette attività e formula raccomandazioni al Consiglio in merito ai progetti.

5. Il Consiglio esamina le raccomandazioni e, con votazione speciale, delibera in merito al finanziamento dei progetti proposti, in conformità degli articoli 22 e 27.

6. Il Consiglio stabilisce il relativo ordine di priorità dei progetti.

7. Il Consiglio dà inizialmente la precedenza ai progetti effettuati dalla FAO e dal Centro commerciale internazionale per le riunioni preparatorie sulla iuta e sui prodotti da essa derivati nell'ambito del Programma integrato per i prodotti di base, nonché ad altri progetti fattibili approvati dal Consiglio.

8. Il Consiglio autorizza un progetto da realizzare sul territorio di uno Stato membro unicamente previa approvazione di quest'ultimo.

9. Il Consiglio, con votazione speciale, può decidere di cessare di patrocinare un progetto.

Articolo 24

Ricerca e sviluppo

I progetti relativi alla ricerca ed allo sviluppo dovrebbero avere tra l'altro i seguenti obiettivi:

a) miglioramento della produttività dell'agricoltura e della qualità della fibra;

b) perfezionamento dei processi di produzione utilizzati per i prodotti nuovi e per quelli tradizionali;

c) individuazione di nuovi impieghi finali e miglioramento dei prodotti esistenti.

Articolo 25

Promozione del mercato

I progetti relativi alla promozione del mercato dovrebbero tra l'altro avere l'obiettivo di mantenere ed espandere i mercati dei prodotti esistenti e di aprire i mercati per i nuovi prodotti.

Articolo 26

Riduzione dei costi

I progetti relativi alla riduzione dei costi dovrebbero, tra l'altro, vere i seguenti obiettivi: miglioramento dei processi e delle tecniche elativi alla produttività dell'agricoltura ed alla qualità della fibra, voluzione dei processi e delle tecniche relativi ai costi in materia i manodopera, materiale e capitale nell'industria della iuta, nonché la reazione e la gestione di un sistema di informazioni, destinato ai membri, ui processi e sulle tecniche più efficaci attualmente a disposizione ell'economia della iuta.

Articolo 27

Criteri relativi all'approvazione dei progetti

Per essere approvati dal Consiglio, i progetti devono soddisfare i eguenti requisiti:

a) offrire prospettive vantaggiose, attualmente o in futuro, per più di un membro esportatore, nonché per il settore della iuta considerato globalmente;

b) contribuire al mantenimento oppure all'espansione degli scambi internazionali di iuta e dei prodotti da essa derivati;

c) offrire prospettive di risultati economici positivi in rapporto ai costi a breve o a lungo termine;

d) essere ideati in modo da corrispondere alle dimensioni degli scambi internazionali di iuta e dei prodotti da essa derivati;

e) essere in grado di promuovere la capacità concorrenziale globale oppure di favorire le prospettive di mercato della iuta e dei prodotti da essa derivati.

Articolo 28

Comitato sui progetti

1. Viene istituito un Comitato sui progetti (qui di seguito definito "il Comitato") che sarà responsabile nei confronti del Consiglio, dal quale riceve le direttive generali.

2. Tutti i membri possono partecipare al Comitato. Il regolamento interno del Comitato, nonché la distribuzione dei voti e la procedura di votazione corrispondono a quelli del Consiglio, fatte salve le opportune modifiche. Salvo diversa decisione, il Comitato si riunisce quattro volte all'anno oppure su richiesta del Consiglio.

3. Il Comitato svolge le seguenti funzioni:

a) esamina e valuta dal punto di vista tecnico le proposte di progetti di cui all'articolo 23;

b) decide in merito alle attività da effettuare nella fase preparatoria dei progetti; e

c) formula raccomandazioni al Consiglio in merito ai progetti.

CAPO VIII - RELAZIONI CON IL FONDO COMUNE PER I PRODOTTI DI BASE

Articolo 29

Relazioni con il Fondo comune per i prodotti di base

L'Organizzazione intende avvalersi delle strutture del Fondo comune, quando quest'ultimo diventerà operativo, secondo i principi stabiliti nell'accordo che istituisce il Fondo comune per i prodotti di base.

CAPO IX - ESAME DELLE QUESTIONI DI RILIEVO RELATIVE ALLA IUTA E PRODOTTI DERIVATI

Articolo 30

Stabilizzazione e concorrenza con le fibre sintetiche e altre questioni

1. Il Consiglio continuerà l'esame dei problemi relativi alla stabilità dei prezzi e dell'approvvigionamento della iuta e prodotti derivati destinati all'esportazione allo scopo di trovare soluzioni adeguate. Qualsiasi decisione presa nell'ambito di tale esame che comporti provvedimenti non stabiliti esplicitamente nel presente accordo puo essere attuata unicamente modificando il presente accordo in conformità dell'articolo 42.

2. Il Consiglio prende in considerazione i problemi relativi alla concorrenza esercitata dalle fibre sintetiche e dai prodotti di sostituzione nei confronti della iuta e prodotti derivati.

3. Il Consiglio si adopera affinché sia continuato l'esame di altre questioni di rilievo relative alla iuta e prodotti derivati.

CAPO X - STATISTICHE, STUDI ED INFORMAZIONI

Articolo 31

Statistiche, studi ed informazioni

1. Il Consiglio mantiene stretti contatti con le organizzazioni internazionali interessate, in particolare con la FAO, per ottenere dati recenti e attendibili su tutti i fattori relativi alla iuta e prodotti derivati. L'Organizzazione raccoglie, confronta ed eventualmente pubblica i dati statistici relativi alla produzione, agli scambi, all'approvvigionamento, alle scorte, al consumo ed ai prezzi della iuta, dei prodotti da essa derivati, delle fibre sintetiche e dei prodotti di sostituzione, se lo ritiene necessario ai fini del buon funzionamento del presente accordo.

2. I membri forniscono dati statistici ed informazioni entro un periodo di tempo ragionevole e con la massima completezza compatibile con la legislazione nazionale.

3. Il Consiglio può disporre l'effettuazione di studi sulle tendenze e sui problemi dell'economia della iuta sul piano mondiale a breve e a lungo termine.

4. Il Consiglio fa in modo che le informazioni pubblicate non pregiudichino il carattere riservato delle operazioni di persone o di società che producono, lavorano oppure commercializzano la iuta, i prodotti da essa derivati, le fibre sintetiche e i prodotti di sostituzione.

Articolo 32

Relazione annuale e rapporto sull'analisi e valutazione

1. Entro sei mesi dalla conclusione di ciascuna annata della iuta, il Consiglio pubblica una relazione annuale per illustrare le proprie attività e per fornire, se lo ritiene opportuno, altre informazioni.

2. Il Consiglio valuta ed esamina ogni anno la situazione e le prospettive della iuta sul piano mondiale, compresi gli aspetti relativi alla concorrenza con le fibre sintetiche e i prodotti di sostituzione e ne comunica i risultati ai membri.

3. Tale analisi deve essere effettuata in base ai dati forniti dai membri in merito alla situazione sul piano nazionale, relativi alla produzione, alle scorte, alle esportazioni ed alle importazioni, al consumo ed ai prezzi della

iuta, dei prodotti da essa derivati, delle fibre sintetiche e dei prodotti di sostituzione, nonché in base ad altri dati comunicati al Consiglio direttamente oppure attraverso organizzazioni delle Nazioni unite, quali UNCTAD e FAO, e organizzazioni intergovernative e non governative.

CAPO XI - VARIE

Articolo 33

Ricorsi e controversie

Qualsiasi ricorso per mancato adempimento da parte di un membro degli obblighi imposti dal presente accordo e qualsiasi controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente accordo vengono deferite al Consiglio per decisione. Le decisioni del Consiglio in merito sono definitive e vincolanti.

Articolo 34

Obblighi generali dei membri

1. Nel periodo di applicazione del presente accordo i membri s'impegnano e collaborano al fine di promuovere la realizzazione degli obiettivi in esso fissati e si astengono da iniziative incompatibili con essi.

2. I membri si impegnano ad accettare come vincolanti le decisioni del Consiglio prese a norma del presente accordo e ad astenersi dall'attuare provvedimenti aventi effetto limitativo o contrario ad esse.

Articolo 35

Dispensa dagli obblighi

1. Qualora sia necessario, in seguito a circostanze eccezionali o critiche, oppure in caso di forza maggiore, e in mancanza di provvedimenti indicati esplicitamente a questo proposito nel presente accordo, il Consiglio, con votazione speciale, può dispensare un membro da un obbligo imposto dal presente accordo, qualora ritenga giustificati i motivi addotti da tale membro in merito all'impossibilità di adempiere agli obblighi.

2. Quando concede una dispensa ad un membro a norma del paragrafo 1, il Consiglio precisa esplicitamente con quali modalità, a quali condizioni e per quanto tempo il membro è dispensato da tale obbligo, nonché i motivi per i quali viene concessa la dispensa.

Articolo 36

Provvedimenti differenziali e correttivi

1. I membri importatori dei paesi in via di sviluppo, i cui interessi siano pregiudicati da provvedimenti decisi a norma del presente accordo,

possono chiedere al Consiglio di approvare disposizioni differenziali e correttive. Il Consiglio considera l'opportunità di attuare tali provvedimenti in conformità dei paragrafi 3 e 4 della sezione III della risoluzione 93 (IV) della Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo.

2. Senza pregiudicare gli interessi di altri membri esportatori, in tutte le sue attività il Consiglio considera con particolare attenzione le esigenze dei membri dei paesi esportatori meno avanzati.

CAPO XII - DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 37
Firma, ratifica, accettazione ed approvazione

1. Il presente Accordo è depositato presso la sede delle Nazioni Unite dal 3 gennaio al 30 giugno 1983 affinché sia firmato dai governi invitati alla Conferenza delle Nazioni Unite del 1981 sulla iuta e prodotti derivati.

2. I governi di cui al § I del presente articolo possono

a) dichiarare, al momento della firma del presente accordo, che tale atto esprime il loro consenso ad accettare gli impegni imposti dall'accordo stesso;

b) dopo la firma, ratificare, accettare o approvare il presente accordo depositando uno strumento a tal fine presso il depositario.

Articolo 38
Depositario

Il presente accordo viene depositato presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

Articolo 39
Notifica di applicazione a titolo provvisorio

1. Un governo firmatario che intende ratificare, accettare o approvare il presente accordo, oppure un governo per il quale il Consiglio ha stabilito le condizioni di adesione, ma che non ha ancora potuto depositare il suo strumento, può, in qualsiasi momento, notificare al depositario la sua intenzione di applicare il presente accordo a titolo provvisorio quando quest'ultimo entrerà in vigore in conformità dell'articolo 40 oppure, se è già in vigore, ad una data indicata. Al momento della notifica di applicazione a titolo provvisorio, ogni governo indica se e membro esportatore oppure importatore.

2. Un governo che ha notificato, in conformità del § 1, la sua intenzione di applicare il presente accordo quando quest'ultimo entrerà in vigore oppure, se è già in vigore, ad una data determinata, è membro dell'Organizzazione a titolo provvisorio e lo rimarrà sino a quando avrà depositato il suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

Articolo 40
Entrata in vigore

1. Il presente accordo entra in vigore definitivamente il 1° luglio 1983 oppure ad una data successiva, se a questa data tre governi che rappresentano almeno l'85 % delle esportazioni nette di cui all'allegato A al presente accordo e venti governi rappresentanti almeno il 65 % delle importazioni nette di cui all'allegato B al presente accordo hanno firmato l'accordo in conformità dell'articolo 37, § 2, lettera a, oppure hanno depositato gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

2. Il presente accordo entra in vigore a titolo provvisorio il 1° Luglio 1983 o a qualsiasi data successiva, se entro tale data tre governi rappresentanti almeno l'85 % delle esportazioni nette di cui all'allegato A del presente accordo, e venti governi rappresentanti almeno il 65 % delle importazioni nette di cui all'allegato B del presente accordo hanno firmato l'accordo in conformità dell'articolo 37, § 2, lettera a, oppure hanno depositato i loro strumenti di ratifica, accettazione o approvazione, oppure hanno notificato al depositario, a norma dell'articolo 39, il proprio impegno ad applicare il presente accordo a titolo provvisorio.

3. Se le condizioni di entrata in vigore di cui al § 1 oppure al § 2 del presente articolo non sono soddisfatte il 1° gennaio 1984, il Segretario generale delle Nazioni Unite invita i governi che hanno firmato l'accordo in conformità dell'articolo 37, § 2, lettera a, oppure hanno depositato strumenti di ratifica, accettazione o approvazione, oppure hanno notificato al depositario l'intento di applicare il presente accordo a titolo provvisorio, a riunirsi quanto prima per decidere se mettere in vigore completamente o in parte, il presente accordo a titolo provvisorio o definitivo. Durante il periodo in cui il presente accordo è in vigore a titolo provvisorio in conformità del presente paragrafo, i governi che hanno deciso di mettere temporaneamente in vigore il presente accordo, completamente o in parte, sono membri a titolo provvisorio. I governi possono incontrarsi per riesaminare la situazione e decidere se mettere in vigore tra di essi l'accordo a titolo definitivo o mantenerlo in vigore a titolo provvisorio, oppure porvi fine.

4. Qualora un governo depositi i propri strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione dopo l'entrata in vigore del presente accordo, quest'ultimo entra in vigore per detto governo alla data del deposito.

5. Il Segretario generale delle Nazioni Unite convoca la prima sessione del Consiglio nella data più vicina dopo l'entrata in vigore del presente accordo.

Articolo 41
Adesione

1. I governi di tutti gli Stati possono aderire al presente accordo alle condizioni stabilite dal Consiglio, comprendenti, tra l'altro, anche un termine per il deposito degli strumenti di adesione. Il Consiglio può tuttavia concedere proroghe ai governi che non sono in grado di depositare i propri strumenti di adesione entro il termine stabilito.

2. L'adesione avviene mediante il deposito di un apposito strumento presso il depositario.

Articolo 42
Modifiche

1. Il Consiglio, con votazione speciale, può raccomandare ai membri di apportare una modifica al presente accordo.

2. Il Consiglio può fissare una data entro la quale ogni membro notifica al depositario di accettare la modifica.

3. Una modifica entra in vigore 90 giorni dopo che il depositario ha ricevuto le notifiche di accettazione da parte dei membri, che rappresentino almeno due terzi dei membri esportatori e detengano almeno l'85 % dei voti dei membri esportatori, e da parte di membri, che rappresentino almeno due terzi dei membri importatori e detengano almeno l'85 % dei voti dei membri importatori.

4. Dopo che il depositario ha informato il Consiglio che sono soddisfatte le condizioni per l'entrata in vigore della modifica, in deroga al paragrafo 2 del presente articolo relativo alla data fissata dal Consiglio, un membro può ancora notificare al depositario di accettare la mofifica, purché tale comunicazione venga effettuata prima dell'entrata in vigore della modifica stessa.

5. Un membro che non ha notificato di accettare una modifica alla data in cui quest'ultima entra in vigore cessa, a decorrere da tale data, di partecipare al presente accordo, a meno che detto membro non provi al Consiglio di non aver potuto dare atto dell'accettazione a tempo debito in seguito alle difficoltà

incontrate per portare a termine le procedure costituzionali o istituzionali e che il Consiglio decida di prorogare il termine di accettazione nei confronti di tale membro. Il membro in questione non è vincolato dalla modifica fino a quando non notifichi di averla accettata.

6. Se le condizioni per l'entrata in vigore della modifica non sono soddisfatte entro la data fissata dal Consiglio in conformità del paragrafo 2 del presente articolo, la modifica deve intendersi ritirata.

Articolo 43
Recesso

1. In qualsiasi momento dopo l'entrata in vigore del presente accordo un membro può ritirarsi notificando per iscritto il proprio recesso al depositario ed informando contemporaneamente il Consiglio della propria iniziativa.

2. Il ritiro prende effetto 90 giorni dopo che il depositario ha ricevuto la notifica.

Articolo 44
Esclusione

Se il Consiglio conclude che un membro ha commesso un'infrazione agli obblighi derivanti dal presente accordo e ritiene che tale inadempienza intralci seriamente il funzionamento dell'accordo, può, con votazione speciale, escludere tale membro dall'accordo. Il Consiglio notifica immediatamente la decisione al depositario. Un anno dopo la decisione del Consiglio, il membro cessa di far parte dell'accordo.

Articolo 45
Liquidazione dei conti in caso di recesso di esclusione, oppure nei confronti dei membri che rifiutino di accettare una modifica

1. In conformità del presente articolo, il Consiglio stabilisce la liquidazione dei conti nei confronti di un membro che cessa di far parte del presente accordo per i seguenti motivi:

a) impossibilità di accettare una modifica al presente accordo a norma dell'articolo 42;

b) recesso dall'accordo a norma dell'articolo 43; oppure

c) esclusione dal presente accordo a norma dell'articolo 44.

2. Il Consiglio conserva i contributi versati al conto amministrativo da un membro che cessa di far parte del presente accordo.

3. Un membro che abbia ricevuto un rimborso adeguato a norma del presente articolo non ha diritto ad alcuna quota del ricavo di liquidazione o degli

altri averi dell'organizzazione. A tale membro non può inoltre essere imputata alcuna quota dell'eventuale disavanzo dell'organizzazione, dopo che è stato versato il suddetto rimborso.

Articolo 46

Durata, proroga e risoluzione

1. Il presente accordo rimane in vigore per un periodo di cinque anni a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, a meno che il Consiglio decida, con votazione speciale, di prorogare oppure di risolvere il presente accordo oppure di avviare nuovi negoziati.

2. Prima della scadenza del termine di cui al paragrafo 1 del presente articolo il Consiglio, con votazione speciale, puo decidere di prorogare il presente accordo per un periodo non superiore a due anni e/o di aprire nuovi negoziati.

3. Se, prima della scadenza del termine di cui al paragrafo 1 del presente articolo, non sono stati ancora conclusi i negoziati relativi ad un nuovo accordo in sostituzione del presente, il Consiglio, con votazione speciale, puo prorogare quest'ultimo per un periodo da stabilire.

4. Se, prima della scadenza del termine di cui al paragrafo 1 del presente articolo, è stato negoziato un nuovo accordo in sostituzione del presente, che non è ancora entrato in vigore a titolo definitivo o provvisorio, il Consiglio, con votazione speciale, può prorogare il presente accordo fino all'entrata in vigore del nuovo a titolo provvisorio o definitivo.

5. Se un nuovo accordo internazionale sulla iuta viene negoziato ed entra in vigore durante un periodo di proroga del presente accordo, a norma dei paragrafi 2 - 4 del presente articolo, il presente accordo prorogato prende fine al momento dell'entrata in vigore del nuovo.

6. Il Consiglio, con votazione speciale, può decidere in qualsiasi momento di risolvere il presente accordo a decorrere da una data da esso stabilita.

7. Nonostante la risoluzione del presente accordo, il Consiglio rimane in funzione per un periodo non superiore a 18 mesi al fine di procedere alla liquidazione dell'Organizzazione, liquidandone i conti e, fatte salve importanti decisioni che potranno essere prese con votazione speciale, durante questo periodo esercita i poteri e le funzioni necessarie a tale scopo.

8. Il Consiglio notifica al depositario qualsiasi decisione presa a norma del presente articolo.

Articolo 47

Riserve

Nessuna disposizione del presente accordo puo formare oggetto di riserve.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente accordo alle date indicate.

FATTO a Ginevra il primo giorno di ottobre millenovecentoottantadue, i testi del presente accordo in arabo, francese, inglese, russo e spagnolo, facenti ugualmente fede.

ALLEGATO A

QUOTE DEI SINGOLI PAESI ESPORTATORI NEL TOTALE NETTO DELLE ESPORTAZIONI DI IUTA E PRODOTTI DERIVATI EFFETTUATE DAI PAESI PARTECIPANTI ALLA CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE DEL 1981 SULLA IUTA E PRODOTTI DERIVATI, FISSATE AI FINI DELL'ARTICOLO 40

	Percentuale
Bangladesh	56,668
Brasile	0,921
India	31,457
Nepal	3,452
Perù	0,097
Tailandia	7,405
Totale	100,000

ALLEGATO B

QUOTE DEI SINGOLI PAESI IMPORTATORI E DEI GRUPPI DI PAESI NEL TOTALE NETTO DELLE IMPORTAZIONI DI IUTA E PRODOTTI DERIVATI EFFETTUATE DAI PAESI PARTECIPANTI ALLA CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE DEL 1981 SULLA IUTA E PRODOTTI DERIVATI, FISSATE AI FINI DELL'ARTICOLO 40

	Percentuale
Algeria	0.916
Arabia saudita	0,313
Australia	7,067
Austria	0,252
Bulgaria	1,572
Canada	1,702
Colombia	0.000

	Percentuale
Comunità economica europea	16,316
Belgio-Lussemburgo	2,892
Danimarca	0,313
Francia	2,778
RF di Germania	2,831
Grecia	0,420
Irlanda	0,366
Italia	1,244
Paesi Bassi	1,740
Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord	3,732
Costa Rica	0,000
Cuba	5,258
Cecoslovacchia	1,236
Ecuador	0,000
Egitto	2,747
El Salvador	0,542
Finlandia	0,191
Ghana	0,336
Ungheria	0,420
Indonesia	2,366
Iraq	1,915
Giappone	5.952
Madagascar	0.350
Malaysia	0,160
Malta	0,000
Mauritania	0,008
Messico	0,359
Nicaragua	0,122
Nigeria	0,626
Norvegia	0,168
Pakistan	7,547
Filippine	0,259
Polonia	1,221
Repubblica di Corea	0,443
Romania	0,885
Senegal	0,023
Spagna	0,664
Sudan	3.846

	Percentuale
Svezia	0,046
Svizzera	0,267
Repubblica araba siriana	1,740
Tunisia	0,328
Turchia	1,160
Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche	11,729
Repubblica unita di Tanzania	0,702
Stati Uniti d'America	16,644
Venezuela	0,053
Iugoslavia	1,526
Zaire	0,023
TOTALE	100,000

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(6651130/3) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.